



## PREFET DU GARD

**Sous Préfecture d'Alès**  
Pôle risques et  
Développement durable  
*Installations classées*  
dossier suivi par Bruno AMAT et Jocelyne BLOT  
04 66 56 39 20 et 39 05

### **ARRETE PREFECTORAL N° 2013-28 du 13 MAI 2013**

arrêté préfectoral complémentaire :  
Modification des conditions d'exploitation des bassins de stockage de boues

#### **Société GIE CHIMIE**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;
- VU** décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux ;
- VU** la circulaire du 14 mai 2012 sur l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-3 du code de l'environnement
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2026 du 7 juillet 2000 autorisant la société GIE Chimie à exploiter ses installations industrielles et de services situées sur le territoire de la commune de Salindres, et définissant les prescriptions techniques que doit respecter le GIE Chimie pour cette exploitation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2012-HB2-97 du 29 octobre 2012 donnant délégation de signature à M. Christophe MARX, sous-préfet d'Alès ;
- VU** le courrier du GIE Chimie en date du 11 avril 2013, par lequel l'exploitant fait part de sa volonté de modifier les conditions d'exploitation des bassins de stockage de boues issues de la station de traitement des eaux résiduaires ;
- VU** le courrier électronique en date du 15 avril 2013 de l'Inspection des installations classées, de consultation de l'exploitant sur un projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU** les remarques formulées par l'exploitant en date du 16 avril 2013 ;
- VU** le rapport de l'Inspection des installations classées portant la référence SR/DRTA/GV/2013.237a en date du 16 avril 2013 ;
- VU** l'avis du CODERST du Gard émis à la suite de la réunion du 07 mai 2013 ;
- CONSIDERANT** que le projet présenté par le GIE Chimie constitue, au titre de l'article R.512-33 du Code de l'environnement, une modification notable mais non substantielle des conditions d'exploitation de ses installations ;
- CONSIDERANT** que le projet présenté par le GIE Chimie se traduit par la cessation de stockage de déchets au sein de la plate-forme chimique de Salindres ;
- CONSIDERANT** que les conditions de mise en œuvre de cette modification doivent être encadrées réglementairement ;
- CONSIDERANT** que, conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'environnement, il est possible de fixer, par arrêté préfectoral complémentaire, des prescriptions additionnelles sur les conditions d'exploitation des installations ;

Sur proposition du sous préfet d'ALES ;

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objet**

La société GIE Chimie dont le siège social est situé Quartier Usine – 30340 Salindres est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées au sein de la plate-forme chimique de Salindres, sous réserve de respecter les prescriptions additionnelles prévues au présent arrêté complémentaire, et de mettre en œuvre les dispositions décrites dans le dossier présenté en appui à sa demande.

### **Article 2 : Arrêt de l'exploitation du bassin de décantation « ex-B4 PPFO »**

#### **Article 2.1 : Dispositions générales**

Au plus tard une semaine suivant la notification du présent arrêté, la société GIE Chimie cesse d'alimenter le bassin de décantation des boues issues de la station de traitement des eaux résiduaires appelé « bassin ex-B4 PPFO ». L'arrêt des opérations d'exploitation de ce bassin est notifié sans délai à la préfecture et à l'Inspection des installations classées.

A compter de l'arrêt d'exploitation de cette installation, tout stockage définitif de déchets, de quelque nature que ce soit, par le GIE est interdit au sein de la plate-forme chimique.

#### **Article 2.2 : Surveillance des eaux souterraines et des boues contenues dans le bassin « ex-B4 PPFO »**

L'exploitant met en place un réseau de surveillance des eaux souterraines susceptibles d'être impactées par ce bassin de stockage. Ce réseau est constitué d'au moins 3 piézomètres différents, au moins un puits est situé à l'amont hydraulique des bassins, et deux en aval. L'exploitant établit un dossier justifiant la pertinence du réseau mis en place (notamment le positionnement et la profondeur des puits), et le transmet à l'Inspection des installations classées dans les 3 mois suivants la notification du présent arrêté.

Le suivi des eaux souterraines s'effectue avec une fréquence au minimum trimestrielle, et porte sur les paramètres suivants : Fluorures, Chlorures, Sulfates, Molybdène, Cobalt et Nickel. L'exploitant transmet annuellement les résultats de cette autosurveillance à l'Inspection des installations classées, ainsi que les commentaires associés à l'évolution des différents paramètres. L'exploitant informe immédiatement le préfet et l'Inspection des installations classées de toute évolution anormale de la composition chimique des eaux souterraines. En fonction des résultats, la fréquence de surveillance peut être augmentée, à la demande de l'inspection des installations classées.

L'allègement ou la levée des mesures de surveillance sera soumis à l'approbation de l'Inspection des installations classées, après remise par l'exploitant d'un dossier justifiant de l'absence à long terme d'impact de l'installation sur son environnement ; ce dossier prendra en particulier en compte le retour d'expérience issu d'au moins dix ans de surveillance après la fin d'exploitation.

A compter de l'arrêt de l'exploitation du « bassin ex-B4 PPFO », et jusqu'au début des opérations de recouvrement, l'exploitant procède également à une mesure trimestrielle de la siccité des boues, et en transmet les résultats à l'inspection des installations classées.

#### **Article 2.3 : Réaménagement de l'installation**

Lorsque ces boues ont atteint un niveau de siccité satisfaisant, permettant l'intervention d'engins mécaniques à leur surface, l'exploitant procède à une couverture de l'ouvrage telle que prévue à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux. En particulier, cette couverture présente des caractéristiques permettant de prévenir toute infiltration d'eau de pluie ; sa conception permet de prévenir les risques d'érosion, et de favoriser l'évacuation des eaux de ruissellement. Les travaux de couverture débutent au plus tard le 31 décembre 2015 et sont terminées au plus tard le 30 juin 2016. L'exploitant notifie à l'Inspection des installations classées le détail et l'échéancier associés à ces travaux au minimum trois mois avant leur démarrage effectif.

## **Article 3 : Mise en œuvre d'un bassin temporaire de stockage des boues**

### **Article 3.1 : Dispositions générales**

L'exploitant construit, au sein de la plate-forme chimique, un bassin temporaire de stockage de boues au niveau de l'ancien bassin d'évaporation « n°3 PPFO ». Ce dernier est conçu de manière à prévenir toute infiltration des eaux contenues dans les boues vers le sous-sol ; il présente les caractéristiques suivantes :

- le fond de l'installation est composé, de haut en bas :
  - o un sol remanié, constitué de matériaux TIR,
  - o une couche d'au moins 10 cm d'argile
  - o une couche anti-poinçonnement géotextile,
  - o une géomembrane d'épaisseur 1,5 mm (les lés sont raccordés entre eux par des soudures à canal central, qui sont testées)
- les berges ont une hauteur minimale de 3 mètres, une pente maximale de 45°, constituées de TIR, avec essais de plaques tous les mètres lors de la réalisation ;
- ses dimensions sont les suivantes :
  - o les berges mesurent, à leur sommet, 59 mètres linéaires,
  - o le fond du bassin présente une longueur et une largeur de 53 mètres ;
  - o le volume maximal du bassin est de 9417 m<sup>3</sup> pour un volume utile de 8000 m<sup>3</sup>.

Ce bassin est utilisé, au plus tard une semaine suivant la notification du présent arrêté, pour la décantation des boues issues de la station de traitement des effluents aqueux exploitée par le GIE Chimie, à l'exclusion de tout autre déchet, après la mise à l'arrêt du « bassin ex-B4 PPFO ». La fraction liquide surnageant au dessus des boues décantées est pompée à l'aide d'un dispositif adaptée et envoyée vers les installations de dépollution du GIE, pour y être traitée avant rejet au milieu naturel. Le bassin est exploité pendant une durée maximale de 2 ans à compter du premier apport. En tout état de cause, l'apport de boues au sein de ce bassin est arrêté au plus tard le 1er juillet 2015.

### **Article 3.2 : Surveillance des eaux souterraines et des boues contenues dans le bassin temporaire**

L'exploitant met en place un réseau de surveillance des eaux souterraines susceptibles d'être impactées par ce bassin de stockage. Ce réseau est constitué d'au moins 3 piézomètres différents, au moins un puits est situé à l'amont hydraulique des bassins, et deux en aval. L'exploitant établit un dossier justifiant la pertinence du réseau mis en place (notamment le positionnement et la profondeur des puits), et le transmet à l'Inspection des installations classées dans les 3 mois suivants la notification du présent arrêté.

Le suivi des eaux souterraines s'effectue avec une fréquence au minimum trimestrielle, et porte sur les paramètres suivants : Fluorures, Chlorures, Sulfates, Molybdène, Cobalt et Nickel. L'exploitant transmet annuellement les résultats de cette autosurveillance à l'Inspection des installations classées, ainsi que les commentaires associés à l'évolution des différents paramètres. L'exploitant informe immédiatement le préfet et l'Inspection des installations classées de toute évolution anormale de la composition chimique des eaux souterraines. En fonction des résultats, la fréquence de surveillance peut être augmentée, à la demande de l'Inspection des installations classées.

L'allègement ou la levée des mesures de surveillance est soumise à l'approbation de l'Inspection des installations classées, après remise par l'exploitant d'un dossier justifiant de l'absence à long terme d'impact de l'installation sur son environnement ; ce dossier prend en particulier en compte le retour d'expérience issu d'au moins dix ans de surveillance après la fin d'exploitation.

A compter de l'arrêt de l'exploitation du bassin temporaire, et jusqu'au début des opérations de curage, l'exploitant procède également à une mesure trimestrielle de la siccité des boues, et en transmet les résultats à l'Inspection des installations classées.

### **Article 3.3 : Fin d'exploitation**

A l'issue de la phase d'exploitation du bassin, l'exploitant prend les dispositions pour que le bassin temporaire d'entreposage de déchets soit vidé de son contenu, lequel est éliminé par des filières appropriées et dûment autorisées, à l'extérieur de la plate-forme chimique de Salindres. L'exploitant prend les précautions nécessaires pour que ces opérations ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux souterraines. Il s'assure en particulier que les boues aient atteint un niveau de siccité suffisant, en mettant

en œuvre tout dispositif permettant d'accélérer le processus de séchage des boues; le dispositif de pompage du surnageant sera en particulier maintenu en fonctionnement en tant que de besoin.

Les opérations de curage débutent au plus tard le 31 décembre 2017 et sont terminées au plus tard le 30 juin 2018. L'exploitant notifie à l'Inspection des installations classées le détail et l'échéancier associés à ces travaux au minimum trois mois avant leur démarrage effectif. L'exploitant fournit à l'Inspection des installations classées un dossier récapitulatif de l'élimination des boues dans un délai de trois mois après la fin des opérations de curage.

#### **Article 3.4 : Réaménagement de l'installation**

Dès la fin des opérations d'élimination des boues contenues dans le bassin, l'exploitant réaménage l'emplacement du bassin temporaire, en respectant les dispositions suivantes :

- l'exploitant réaménage le fond du bassin, de telle sorte qu'il soit composé, de bas en haut :
  - o d'une couche imperméable composée d'au moins 40 cm d'épaisseur, caractérisé par un coefficient de perméabilité maximum de  $1.10^{-9}$  mètre par seconde ; les matériaux mis en place à l'occasion de la construction du bassin peuvent participer à la constitution de cette couche ;
  - o d'un niveau drainant d'au moins 30 cm d'épaisseur, d'un coefficient de perméabilité supérieur à  $1.10^{-4}$  mètre par seconde, au sein duquel sont incorporés des drains collecteurs ;
  - o une couche de terre arable végétalisée d'au moins 30 cm d'épaisseur, permettant le développement d'une végétation favorisant une évapo-transpiration maximale régulièrement entretenue ;
- le fond du bassin présente une pente d'au moins 5% et est conçu de manière à prévenir les risques d'érosion et à favoriser l'évacuation de toutes les eaux de ruissellement ; ces eaux de ruissellement sont canalisées et intégrées au schéma de collecte des eaux de pluie de la plate-forme ;
- les berges du bassin de stockage sont réaménagées pour prévenir toute stagnation d'eau à l'emplacement du bassin, et pour prévenir toute pollution des eaux collectées à la surface du bassin par d'autres eaux éventuellement chargées.

Les opérations de réaménagement sont terminées au plus tard dans les 6 mois qui suivent la fin des opérations d'élimination des boues.

#### **Article 3.3 : Evènement indésirable**

En cas d'évolution défavorable des paramètres suivis dans les eaux souterraines, ou en cas de suspicion d'un mauvais fonctionnement de l'ouvrage (baisse inattendue du niveau de surnageant par exemple), l'exploitant prend les dispositions pour arrêter toute opération industrielle sur le bassin (apport de boues pendant la période d'exploitation, opérations de curage après l'arrêt d'exploitation, ...), et avise sans délai le préfet et l'Inspection des installations classées. Les opérations ne sont reprises qu'après accord explicite du préfet.

### **Article 4 : Sanctions administratives**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du code de l'environnement.

### **Article 5 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 6: Information des tiers**

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès de la mairie de Salindres et pourra y être consultée,
- la même copie est affichée en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Le présent arrêté est consultable sur le site internet de la préfecture du Gard.

## **Article 7 : Exécution**

Le sous préfet d'Alès, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Languedoc-Roussillon, et le maire de Salindres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

**LE PREFET**  
**Pour le préfet et par délégation,**  
**le sous-préfet d'Alès**



Christophe MARX

Recours : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Nîmes conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, reproduit ci-après.

